



MAÎTRE D'OUVRAGE
OFFICE NATIONAL DES FORETS
Mme Marjorie ROCHE – Responsable du service immobilier
5 rue Girardet – CS65219 – 54052 Nancy cedex
☎ : 03.83.17.74.00

Amexia
CONSEIL

ASSISTANT MAÎTRE D'OUVRAGE
AMEXIA
Lothaire CUNY – Responsable de projets AMO
50 rue des Vignes 67202 Wolfisheim
☎ : 03.88.10.17.37

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
TECHNIQUES PARTICULIERES (CCATP)
2025-8600-009 LOT n°2
MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE
PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)
POUR LA RENOVATION D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX A NANCY (54)
SEPTEMBRE 2025**

Procédure de consultation :

Marché à Procédure Adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1,
du code de la commande publique

Allotissement :

Lot n°1 : Contrôle technique (CT)

Lot n°2 : Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS)

Date et heure limite de réception des offres :

Le 6 OCTOBRE 2025 à 17 h 00

Version 2 – 04/09/2025



SOMMAIRE

1. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 CONTEXTE DE LA CONSULTATION	4
1.2 ESTIMATION DES TRAVAUX.....	4
2. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1 DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
2.2 TITULAIRE DU MARCHÉ – SOUS TRAITANCE	4
2.3 CATEGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX	5
2.4 DECOUPAGE EN TRANCHES.....	5
2.5 DUREE PREVISIONNELLE DU MARCHÉ	5
3. PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	5
3.1 MAITRISE D'OUVRAGE.....	5
3.2 MAITRISE D'OEUVRE.....	5
3.3 ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE.....	6
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
4.1 PIECES PARTICULIERES	6
4.2 PIECES GENERALES	6
5. CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS	6
5.1 AUTORITE ET MOYENS DU COORDINATEUR SPS.....	6
5.2 MODALITES PRATIQUES	7
5.3 LIMITE DE LA MISSION DU COORDONNATEUR SPS.....	7
6 RESPONSABILITE.....	8
7 DESIGNATION DU COORDONNATEUR	8
8 DUREE DES INTERVENTIONS	8
8.1 DELAIS DE BASE	8
8.2 PROLONGATION DES DELAIS.....	9
9 PRIX DU MARCHÉ	9
9.1 FORME ET CONTENU DES PRIX.....	9
9.2 REVISION DES PRIX	9
10 REGLEMENT DES COMPTES.....	9
10.1 ACOMPTE ET SOLDE	9
10.2 PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS	10
10.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT DE L'ONF	11
10.4 ACTION DIRECTE D'UN SOUS-TRAITANT	11
10.5 AVANCE.....	11
11 REMUNERATION DES PRESTATIONS	12
11.1. MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION	12
11.2. VACATIONS	12
12. DELAIS – PENALITES POUR RETARDS.....	12
12.1 ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS	12
12.1.1 DELAIS.....	12
12.1.2 PENALITES POUR RETARD.....	12
12.1.3 ORDRE DE SERVICE.....	12

12.2	PRESENCE EN CHANTIER	13
12.2.1	RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER.....	13
12.2.2	ABSENCE A UNE REUNION DE CHANTIER.....	13
13	CAUTIONNEMENT.....	13
14	ASSURANCE	13
12.1	RESPONSABILITES CIVILE PROFESSIONNELLE.....	13
12.2	RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE.....	13
12.3	JUSTIFICATIFS DES POLICES D'ASSURANCE.....	14
13	ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	14
14	ACHEVEMENT DE LA MISSION	14
15	RESILIATION DU MARCHE	14
15.1	RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	15
15.2	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
15.3	RESILIATION AUX TORTS DU COORDONNATEUR SPS ET CAS PARTICULIERS	15
16	OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	15
17	CONTESTATIONS - LITIGES	15

1. Objet et étendue de la consultation

1.1 Contexte de la consultation

La présente consultation porte sur une mission de contrôle technique et de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) pour la rénovation des locaux de bureaux de l'Office National des Forêts (ONF) sur la commune de Nancy (54).

Le présent CCATP concerne le lot n°2 : mission de coordination SPS.

Ce site héberge actuellement des personnels de la direction territoriale Grand Est, de l'agence territoriale de Meurthe-et-Moselle, de l'agence travaux Lorraine Champagne Ardenne, ainsi qu'une partie de la direction générale (DG).

La réhabilitation porte sur l'ensemble du site rue Girardet à Nancy afin d'améliorer la performance de son bâtiment. Cette opération doit prendre un caractère démonstrateur à l'échelle de l'établissement public. Elle fera office d'opération pilote pour d'autres projets similaires, à venir. A ce titre, elle doit être exemplaire sur les points suivants :

- Performance énergétique et environnementale : respect du Décret Eco Energie Tertiaire objectif 2050, et recours obligatoire à des matériaux biosourcés avec mise en valeur du bois local.
- Nouvelle organisation des locaux : respect de la circulaire 6392 (objectif de ratio de 16m²/résident, hors centre de formation), et adaptation des locaux aux nouvelles modalités d'organisation du travail (présence / télétravail / nomadisme).

L'opération va également permettre de regrouper plusieurs structures. Les services à rapatrier sur le site sont notamment : le Centre National de Formation et une partie des agents du site de Lunéville.

A noter : une partie du rez-de-chaussée et des caves du bâtiment est occupée, et restera occupée, par l'école d'enseignement supérieur AgroParisTech. Des interventions sont à prévoir dans cette partie, dans le cadre des travaux de renforts de structure rendus nécessaires pour le projet.

Lieu d'exécution : 5 rue Girardet, 54000 NANCY

1.2 Estimation des travaux

L'enveloppe financière H.T. prévisionnelle affectée aux travaux est fixée à environ 7'000'000 €.

2. Dispositions générales

2.1 Décomposition en lots

La présente consultation est divisée en 2 lots :
La mission de contrôleur technique constitue le lot n°1.
La mission de coordinateur SPS constitue le lot n°2.

2.2 Titulaire du marché – Sous traitance

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCATP sous le nom de «coordinateur SPS (CSPS) » sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire du présent marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par ce dernier des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article R2193-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs aux Code de la Commande Public.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

La justification de ses capacités techniques, professionnelles et financières ;

Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner ;

Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-3, L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 du Code du Travail.

2.3 Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages « Bâtiment à réhabiliter ».

La mission de coordination SPS est relative à une opération de construction de catégorie 1.

Le coordonnateur SPS assigné à la mission devra être de niveau 1.

2.4 Découpage en tranches

Les travaux seront réalisés en une seule tranche.

2.5 Durée prévisionnelle du marché

A titre indicatif, le début de l'intervention du coordinateur SPS est prévu pour le mois d'octobre 2025.

Le délai global de la mise en œuvre de ces programmes est estimé à 50 mois.

Le planning de cette opération peut être décomposé comme suit :

- Études de conception 10 mois
- Montage du dossier et consultation des entreprises 4 mois
- Travaux 24 mois
- GPA 12 mois

3. Présentation des intervenants

3.1 Maîtrise d'ouvrage

La mission de Maîtrise d'ouvrage est assurée par la Direction territoriale Grand-Est de l'Office National des Forêts, représentée par Monsieur Denis DAGNEAUX, Secrétaire Général de l'ONF Grand-Est.

3.2 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'architectes Bagard & Luron, représentée par Julien Aufderbruck.

3.3 Assistance à Maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par la société AMEXIA Conseil, représentée par Lothaire CUNY, responsable de projet.

4. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières

Les pièces particulières et constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E) et son annexe ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques et Administratives Particulières (C.C.A.T.P) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) ;
- Le Règlement de la Consultation (RC).

4.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, dit « mois zéro », soit Octobre 2025 :

- Le décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du Travail (notamment les articles R.238-16 à R238-19 concernant la mission de coordination) ;
- La loi n°93-1268 du 29 novembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n°92-457 du 24 juin 1992 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics des prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou du mois d'établissement des prix (mois Mo) ;

5. Conditions d'exécution des missions

Le Coordonnateur SPS s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui pourraient découler de son intervention.

5.1 Autorité et moyens du coordinateur SPS

Le maître d'ouvrage prend les dispositions prévues aux articles R.4532-6 à R.5432-8 de Code du Travail auprès des différents intervenants à la construction, en vue d'assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission.

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

En cas de difficultés, le coordonnateur SPS avertit le maître d'ouvrage afin que celui-ci prenne les dispositions qu'il estime justifiées.

Dans ces interventions, le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne se substitue pas à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque, dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS constate un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée au registre journal. Les reprises de chantier, décidées par le maître d'ouvrage après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal.

Les moyens que le maître d'ouvrage met à la disposition du coordonnateur SPS pour lui permettre de réaliser sa mission consistent en des temps d'intervention pour l'assistance à des réunions de travail communiqués et la réalisation de visites de chantier.

Ces moyens sont définis dans le budget de prestations figurant aux conditions particulières de la convention.

En outre, le cas échéant, les conditions particulières précisent les dispositions matérielles sur le chantier nécessaires à l'exercice de la mission de coordination, telles que fourniture d'un bureau, mise à disposition d'une ligne téléphonique.

Au sens de la présente convention, la durée d'une vacation recouvre le temps de présence sur le chantier, le temps de déplacement ainsi que, le cas échéant, celui nécessaire à l'établissement ou à l'actualisation de documents.

5.2 Modalités pratiques

Pour permettre l'exercice de la mission de coordination SPS, le maître de l'ouvrage :

- Informe tous les intervenants de la construction des dispositions qui les concernent dans le présent contrat ;
- Communique au coordonnateur SPS, avant l'ouverture du chantier, la liste de l'ensemble des entreprises – y compris sous-traitantes – appelées à intervenir sur le chantier, ainsi que, le cas échéant, préalablement à l'intervention de toute nouvelle entreprise, les compléments ou modifications apportés à cette liste ;
- Fournit au coordonnateur SPS tous les renseignements et documents techniques utiles à l'accomplissement de sa mission, ainsi que toutes les pièces modificatives ;
- Préviend le coordonnateur SPS, en temps utile, des dates et lieux de réunions, du commencement des travaux de chaque entreprise intervenante et, le cas échéant, en cas de suppression, des dates de reprise des travaux ainsi que de toute modification du programme initial de l'opération et du calendrier d'exécution des travaux ;
- Communique au coordonnateur la date de réception de l'ouvrage.

5.3 Limite de la mission du coordonnateur SPS

- La mission du coordonnateur SPS se termine à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement. Ses interventions éventuelles pendant l'année de garantie de parfait achèvement sont réputées incluses dans la présente mission ;
- Sa mission est indépendante de toute mission pouvant concerner la sécurité des personnes dans l'utilisation des ouvrages achevés ;
- La mission de CSPS ne porte pas sur les risques découlant d'un défaut de stabilité ou de résistance des ouvrages ou parties d'ouvrage, y compris en phase provisoire de travaux ; il appartient aux intervenants concernés de prendre les dispositions propres à assurer cette stabilité ou cette résistance, y compris en matière de résistance de sol ;
- La réalisation de sondages et diagnostics destinés à la détection de risques liés à la présence d'amiante et aux pollutions ne relève pas de la présente mission ; il appartient au maître d'ouvrage de fournir au coordonnateur SPS les informations qu'il possède à ce titre et le cas échéant, de faire procéder aux investigations nécessaires ;

- Les vérifications réglementaires auxquelles peuvent être assujettis certains équipements (appareils ou installations électriques, appareils sous pression, engins de chantier, etc.) ne relèvent pas des prestations du coordonnateur SPS ; celui-ci vérifie sur registre que les vérifications réglementaires ont été effectuées ;

Ne relèvent pas de la mission de coordination :

- L'établissement de la déclaration préalable visée à l'article L.4532-1 du Code du Travail et réputée établie par le maître d'ouvrage sur les conseils du coordonnateur SPS ;
- L'établissement du dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R.4211-3 du Code du Travail ;
- La participation au constat de l'état des ouvrages avoisinants ou existants y compris dans le cadre d'un référé préventif ;
- Les honoraires de la mission de coordination n'incluent pas la prise en charge des coûts directs ou indirects des mesures nécessaires à la protection de la santé des travailleurs.

6 Responsabilité

La responsabilité du coordonnateur SPS est celle d'un prestataire de service assujetti à une obligation de moyens. Elle fait l'objet, dans les limites de la mission confiée et pour les ouvrages et équipements visés aux articles 1792 et 1792-2 du Code Civil, de la présomption édictée par l'article L111-24 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La mission du coordonnateur SPS ne modifie pas la nature et l'étendue des obligations et responsabilités qui incombent à chacun des participants à l'opération en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

7 Désignation du Coordonnateur

Dès la notification du présent marché, le titulaire a obligation de proposer une personne physique et un suppléant dont les compétences en matière de coordination SPS doivent être de niveau 1.

Sur proposition du titulaire, le maître de l'ouvrage valide et désigne le coordonnateur SPS qui suivra l'opération.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de récuser la personne physique désignée si elle n'exerce pas sa mission conformément à ses obligations réglementaires ou contractuelles.

Dans ce cas le maître d'ouvrage demandera au titulaire le remplacement immédiat du coordonnateur SPS par une autre personne justifiant la compétence requise. En cas d'incapacité à satisfaire à cette demande, le contrat pourra être résilié.

8 Durée des interventions

8.1 Délais de base

Les interventions du Coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG).

A titre indicatif, le début de l'intervention du coordinateur SPS est prévu pour le mois d'octobre 2025,

Le délai global de la mise en œuvre de ces programmes est estimé à 50 mois.

Le planning de cette opération peut être décomposé comme suit :

- Études de conception 10 mois
- Montage du dossier et consultation des entreprises 4 mois
- Travaux 24 mois
- GPA 12 mois

Les interventions du Coordonnateur SPS s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement, telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.).

8.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 13 du CCAG-PI 2021.

9 Prix du marché

9.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prestations sont décomposées en éléments de mission dont le montant global figure à l'Acte d'engagement. Le prix des prestations est invariable et ne saurait être remis en cause, le titulaire s'engage à une obligation de résultat dans le cadre de ce prix. Les prix applicables au présent marché sont ceux indiqués dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix sont exprimés en euro HT, la TVA étant appliquée au total HT.

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.

9.2 Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1. du C.C.A.G.-PI., les prix sont révisables via application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times (0,15 + 0,85 (I_n/I_o))$$

Dans laquelle :

- P_n est le prix révisé
- P_o est le prix initial, en Octobre 2025
- « I_n » est la dernière valeur connue à la date de révision de l'index ingénierie ING
- « I_o » est la valeur à la date de remise des offres de l'index ingénierie ING ;
-

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

10 Règlement des comptes

10.1 Acompte et solde

Montant et échéances

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au coordonnateur SPS fera l'objet d'acomptes en fonction des phases techniques suivantes :

- Phase 1 – Participation à l'élaboration des documents de conception :
Lors de l'approbation par le maître d'ouvrage des phases d'avant-projet et de projet ;

- Phase 2 – Suivi de la réalisation des travaux :
A la fin de chaque trimestre, en autant d'acomptes égaux que le délai global prévisionnel de la phase considérée compte de trimestres, formant au total 100% de la phase 3 ;
- Phase 3 – Constitution du DIUO et participation à la réception de l'ouvrage :
Après validation du DIUO rendu au maître d'ouvrage ;
- Phase 4 – Année de Parfait Achèvement :
A la fin de de l'année de Parfait Achèvement.

Le montant de chaque acompte sera déterminé par la personne responsable du marché en considération de l'avancement des travaux/études. L'acompte correspond au montant des sommes dues au coordonnateur pour l'intervalle compris entre deux factures successives.

Pour le versement du solde, le coordonnateur SPS adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le règlement interviendra après constat par le maître de l'ouvrage de l'achèvement de la mission du CSPS.

Modalités de règlement des acomptes

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée, et dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- Intitulé d'adresse : 5 rue Girardet 54000 NANCY ;
- Numéro de facture ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre : 2025-8600-009 ;
- le numéro d'engagement du bon de commande ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- le prix HT ;
- référence du compte postal ou bancaire du titulaire ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées.

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les factures doivent être envoyées avec les mentions précisées supra. Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de l'accord-cadre : n° 2025-8600-009
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande créé dans SAP et signé par l'ONF
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 03798.
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

10.2 Paiements des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

10.3 Délai global de paiement de l'ONF

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

10.4 Action directe d'un sous-traitant

Il sera fait application de l'article 12.2 du C.C.A.G-P.I 2021.

10.5 Avance

S'il n'y a pas renoncé dans l'acte d'engagement, le titulaire reçoit les avances prévues par les articles R.2191-3 à R2191-10 du Code de la Commande Publique.

11 Rémunération des prestations

Les prestations du Coordonnateur SPS seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois « Mo ». Ce mois « Mo » est fixé par l'article 9.2 et le prix forfaitaire est fixés à l'acte d'engagement.

11.1. Modifications en cours d'exécution

Ce forfait de rémunération est indépendant de la vacation et de la masse des travaux. Il ne sera modifié que si le phasage ou le délai d'exécution des travaux changent au cours des études (limité à la phase APD pour présentation des avenants).

Si, pendant l'exécution du marché, le Maître d'ouvrage prescrit au titulaire des modifications portant sur les domaines d'intervention qui lui sont confiés, la modification de la rémunération sera déterminée par négociation entre le Maître d'ouvrage et le titulaire du présent marché. En application de l'article 17 du C.C.A.P-P.I, la modification du montant de la rémunération et de la décomposition suivant les phases techniques sera fixée par avenant.

11.2. Vacations

Cette rémunération comprend notamment un nombre de 3 vacations et les déplacements correspondants pendant la période de garantie de parfait achèvement. Si le Maître d'ouvrage demande des vacations et des déplacements supplémentaires pendant cette période, ils seront rémunérés par application du prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement.

12. Délais – Pénalités pour retards

12.1 Etablissement des documents

12.1.1 Délais

Les délais d'établissement du RJC (registre-journal de coordination), du PGCSPPS et du DIUO, sont fixés dans un échéancier établi par le maître d'ouvrage. Les délais sont fixés comme suit :

- RJC et PGC SPS : 2 semaines dès la date de l'accusé de réception par le coordonnateur SPS de la notification du marché ;
- Finalisation du DIUO : date de réception des travaux.

Le coordinateur SPS devra se rendre disponible sous un délai de 7 jours calendaires pour les visites d'inspection commune avec chaque entreprise.

La remise de rapports aux phases suivantes : Projet, Consultation des entreprises, Préparation de chantier, Réception des travaux, fait partie de l'échéancier et constitue des étapes de la mission dont les délais de remise sont fixés comme suit :

- 7 jours après la date de la phase considérée

12.1.2 Pénalités pour retard

En cas de retards dans la présentation de ces documents, le coordonnateur SPS pourrait subir sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du marché à : 1/1 000°.

12.1.3 Ordre de service

La signification au coordonnateur SPS de son marché par le maître d'ouvrage vaut ordre de service.

12.2 Présence en chantier

12.2.1 Retard aux réunions de chantier

Tout retard non motivé à une réunion de chantier sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 75 € H.T.

12.2.2 Absence à une réunion de chantier

Toute absence non justifiée à une réunion de chantier par un motif sérieux et plausible, sera passible de l'application d'une pénalité forfaitaire de 150 € H.T.

12.2.3 Cumul des pénalités

Les pénalités visées au présent article se cumulent en fonction du recensement par le pouvoir adjudicateur des faits générateurs. Leur montant total n'est pas plafonné.

13 Cautionnement

Le coordonnateur SPS est dispensé de fournir un cautionnement et un dépôt de garantie.

14 Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le coordonnateur SPS devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil et de sa responsabilité professionnelle en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché, ainsi qu'une assurance de responsabilité décennale.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du coordonnateur SPS. Il doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application de l'article L. 241-1 du Code des assurances.

12.1 Responsabilités civile professionnelle

Le coordonnateur SPS doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

12.2 Responsabilité civile décennale

Le coordonnateur SPS devra justifier au moyen d'une attestation qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants, et 2270 du Code Civil. Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture du chantier quelle que soit la date d'intervention du coordonnateur.

Il s'engage à obtenir de ses assureurs la renonciation à toute application de règle proportionnelle.

En cas de décision du coordonnateur SPS de souscrire une police unique de chantier, un ordre de service sera notifié au coordonnateur fixant les modalités de participation du coordonnateur à ladite police unique de chantier.

12.3 Justificatifs des polices d'assurance

Le coordonnateur SPS s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Le coordonnateur SPS s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le coordonnateur SPS devra fournir, **avant notification de son marché**, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'étendue de la garantie.

Il devra également, sur demande du maître d'ouvrage, fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si le maître d'ouvrage, compte tenu des risques particuliers de l'opération, estime que la garantie est insuffisante. Le maître d'ouvrage en avertit le coordonnateur SPS par ordre de service dans le mois de la notification du présent marché au plus tard.

13 Arrêt de l'exécution des interventions

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI 2021, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter sans indemniser l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques définies dans le présent CCATP.

En dérogation de l'article 22 du CCAG-PI, la décision d'arrêter une prestation incombe seule au maître de l'ouvrage.

14 Achèvement de la mission

La mission du coordonnateur SPS s'achève à la fin du délai de « garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1 et 44.2 du CCAG 2021 applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période (conditions de l'article 29 du C.C.A.G.-P.I. 2021). Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le solde de la mission est réglé selon les conditions reprises à l'article 9.1 du présent CCATP.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions des articles 28.2 et 29 du C.C.A.G.-P.I 2021 et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations

15 Résiliation du marché

Conformément aux stipulations du CCAG-P.I 2021, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché notifiée dans les conditions de l'article 36 du CCAG-PI 2021.

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du coordonnateur SPS portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 22 du CCAG-PI 2021 emporte résiliation du marché sans indemnité.

Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 27 et des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G-P.I 2021 avec les précisions suivantes :

15.1 Résiliation du fait du Maître de l'ouvrage

Dans le cas où la personne publique résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le coordonnateur SPS percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA non révisé de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 5,00 %.

15.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

La mission du titulaire pourra être confiée à un tiers en cas de manquement caractérisé (non-respect des délais, des quantités de documents, etc.). Les conditions d'exécution seront celles définies aux articles 27 du CCAG-P.I. 2021 Le titulaire sera avisé de la décision par courrier recommandé.

15.3 Résiliation aux torts du coordonnateur SPS et cas particuliers

En dérogation des articles du C.C.A.G-P.I 2021, les conditions suivantes seront appliquées :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du C.C.A.G-P.I 2021, la fraction des prestations déjà accomplies par le Coordinateur SPS et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 % ;

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 37.1 du C.C.A.G-P.I 2021), les prestations sont réglées sans abattement ;

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 17-11 et 18 du Décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article 18-1.1 du Décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de Résiliation prévues par le marché.

16 Obligations administratives

Le titulaire atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 143-3, L. 143-5 et L. 620-3 du Code du travail.

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : **www.actradis.fr**

17 Contestations - Litiges

En vertu de l'article 43 du CCAG-PI, toute contestation devra faire l'objet d'une lettre de réclamation. Par ailleurs, les contestations ayant trait à l'application du présent marché et à toutes les obligations qui en découlent seront, à défaut d'accord amiable, soumises au Tribunal Judiciaire de Lille auquel les parties donnent expressément attribution de compétence.

Lu et approuvé par le Coordinateur SPS

A, le